

Communiqué sur la situation au lycée Joliot-Curie, ce jeudi 13 octobre

Après les violents incidents qui se sont renouvelés ce matin et ont entraîné la fermeture du lycée, les enseignant.e.s et des personnel.les du lycée Joliot-Curie se sont réuni.e.s en assemblée générale. Nous souhaitons exprimer notre très vive émotion, notre colère et notre inquiétude face à cette situation qui s'enlise depuis lundi. Nous constatons qu'il nous est impossible d'effectuer nos missions d'éducation, pas plus qu'il n'est possible pour nos élèves de venir sereinement au lycée. Nous comprenons l'inquiétude de très nombreux parents qui disent ne pouvoir envoyer en confiance leurs enfants au lycée.

Nous tenons à rappeler la légitimité des revendications de nos élèves et l'indépendance de leur mouvement. Les tracts rédigés par les élèves mettent en avant deux demandes. Ils/elles réclament premièrement le retour de l'aide aux devoirs. Ce dispositif existant depuis dix ans a été remis en cause et fortement tronqué cette rentrée pour des raisons budgétaires. Deuxièmement, ils/elles réclament un réel dialogue avec la direction et une écoute sur des questions relatives à la vie de l'établissement (contrôle inégal et aléatoire des tenues vestimentaires, interdiction nouvelle d'apporter de la nourriture au lycée, civilité des échanges avec la direction...). De plus, les élèves ont exprimé leur soutien à leur enseignant muté sans aucun motif légitime, Kai Terada.

En l'absence d'avancées constructives sur ces revendications avec la direction, un appel au blocus a été lancé, moyen d'action dont nous nous dissociions. Nous condamnons le déploiement tout à fait disproportionné et même surréaliste des brigades anti-émeute devant le lycée, dispositif présenté comme devant simplement « sécuriser les abords du lycée ». Nous tenons à rappeler que nos élèves sont des adolescent.e.s entre 15 et 18 ans. Nous sommes extrêmement choqué.e.s que les services de l'Etat envoient dès lundi, pour « sécuriser » un mouvement alors pacifique, des policier.e.s suréquipé.e.s de casques, de boucliers anti-émeute, de gaz lacrymogène et de LBD. Ce déploiement entraîne un climat anxigène et conflictuel, attisant l'opposition entre certain.e.s jeunes, parfois extérieur.e.s au lycée, et les forces de l'ordre.

De notre point de vue d'enseignant.e.s et de personnel.es, nous tenons à souligner notre mise en danger et notre sentiment d'abandon par un pilotage incohérent et déconnecté du terrain de la part de nos hiérarchies. Ainsi, il est aberrant que les autorités académiques aient refusé à plusieurs reprises la fermeture de l'établissement réclamée par la direction. Ce matin, il nous a été demandé de nous porter volontaires pour nous interposer physiquement entre forces de l'ordre et jeunes. Certain.e.s d'entre nous ont ainsi été bousculé.e.s, gazé.e.s et mis.es en danger immédiat. Il ne peut être envisageable de reprendre le travail dans de telles conditions.

Nous demandons donc des conditions de réouverture sereine du lycée préparées en concertation avec tous les acteurs/actrices de la communauté éducative. Ceci passera par des gestes forts de conciliation et d'apaisement. Nous sommes convaincu.e.s que la situation actuelle révèle en fait les difficultés des lycées qui relevaient du dispositif de l'Education Prioritaire disparu en 2014. Nous demandons à être reçu.e.s avec les autres lycées relevant de situations similaires par monsieur le ministre.

Enfin, nous condamnons avec la plus grande fermeté l'instrumentalisation mensongère de cette situation de crise par l'extrême-droite et ses alliés. Il est indécent de délégitimer les revendications de nos élèves avec cynisme ou racisme.

Les personnel.les du lycée Joliot-Curie réuni.e.s en assemblée générale